

N° 41/CA du Répertoire

N° 2001-123/CA3 du Greffe

Arrêt du 25 juin 2014

Affaire ALI ALLABI Rafiou

C/

Préfet du Département de l'Atlantique

ABC

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date du 28 septembre 2001, enregistrée au greffe de la Cour le 05 octobre 2001 sous le n°1088/GCS, par laquelle monsieur ALI ALLABI Rafiou a saisi la Cour d'un recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation de l'arrêté préfectoral n°2/403/DEP-ALT/SG/SA du 25 mai 1999 et du permis d'habiter n°2/589 du 30 août 1999 ;

Vu la lettre n° 2572/GCS du 02 novembre 2001 par laquelle le requérant a été mis en demeure de consigner au greffe de la Cour ;

Vu la lettre n° 2573/GCS du 02 novembre 2001 par laquelle le requérant a été invité à régulariser sa requête par la formalité de timbrage prévue par l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la lettre n° 992/GCS du 24 septembre 2003 par laquelle le requérant a été invité à produire son mémoire ampliatif et les pièces notamment l'arrêté préfectoral et le permis d'habiter objet du recours ;

Vu le mémoire ampliatif du requérant transmis à la Cour ;

Vu la lettre n° 2000/GCS du 03 juin 2004 par laquelle la requête, le mémoire ampliatif et les pièces produites par le requérant ont été communiqués à maître



[Handwritten signature] *[Handwritten signature]*

Alexandrine SAÏZONOU, avocat de l'administration préfectorale, pour ses observations ;

Vu le mémoire en défense en date du 09 août 2004 de maître Alexandrine SAÏZONOU, transmis à la Cour et enregistré au greffe le 17 août 2004 sous le n° 1093/GCS ;

Vu la lettre n° 4197/GCS du 26 novembre 2004 par laquelle le mémoire en défense de maître Alexandrine SAÏZONOU a été communiqué à monsieur ALI ALLABI Rafiou pour ses observations en réplique ;

Vu la lettre n° 2518/GCS du 25 juillet 2005 par laquelle le requérant a été invité à nouveau à produire le permis d'habiter querellé ;

Vu le paiement de la consignation légale constaté au dossier par le reçu n° 2235 délivré le 11 décembre 2001 au requérant par le greffier en chef de la Cour ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, en vigueur lors de la saisine de la Cour ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller-rapporteur **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose qu'à la suite de la cession intervenue entre monsieur ABOH et lui, il a été convenu entre eux et ce devant le géomètre expert de procéder à la mutation de nom relativement à la parcelle objet de cette convention et qui était la propriété de monsieur ABOH ;



Qu'il avait procédé au remblai de cette parcelle pour entreprendre les travaux de construction, lorsqu'il a su qu'un arrêté préfectoral appuyé d'un permis d'habiter a attribué sa parcelle à monsieur DJOSSOU Djogbénou Dénagan ;

Qu'à la suite de multiples correspondances adressées au préfet, le chef des affaires domaniales les a invités à trois reprise sans que le nommé DJOSSOU ne se soit présenté ;



Qu'il soutient donc que ses droits ont été violés en raison de ce qu'il a été régulièrement recasé sur cette parcelle qui était un terrain marécageux qu'il a dû aménager et viabiliser à ses frais au vu et au su de toute la population avant de l'occuper ; et que malgré les installations qu'il a fait édifier dessus monsieur DENAGAN l'empêche de jouir de sa parcelle en procédant à leur destruction ;

Considérant que le préfet du département de l'Atlantique, par l'organe de son conseil maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE conclut à l'irrecevabilité du recours de monsieur ALI au motif qu'il n'a pas respecté les dispositions de l'article 68 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 en ce que son recours gracieux datant du 03 février 2000 et expédié le 07 février 2000, son recours en annulation du 28 septembre 2001 est tardif ;

EXAMEN DU RECOURS

EN LA FORME

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'aux termes de l'article 68 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême : « Le délai de recours

[Handwritten signatures]

pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de la notification.

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision ;

Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois susmentionnée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi.

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent ... » ;

Qu'il résulte de cette disposition légale qu'en l'absence d'une décision explicite de rejet à un recours gracieux ou hiérarchique, le délai entre le recours gracieux ou hiérarchique et le recours en annulation ne doit excéder quatre mois ;

Considérant que dans le cas d'espèce le requérant a adressé un premier recours gracieux en date du 03 février 2000 au préfet du département de l'Atlantique ; puis un second daté du 07 novembre 2000 ; qu'il s'ensuit donc qu'à défaut d'une notification régulière au requérant des actes attaqués, il en a eu connaissance certaine depuis le 03 février 2000, et que les délais prévus par l'article 68 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 lui sont opposables à partir du

117 9

03 février 2000 ; que s'il était établi que c'est parce que l'administration avait entrepris de régler le problème à elle soumis que le requérant n'a pas saisi le juge administratif d'un recours en annulation au terme du délai pour le recours gracieux du 03 février 2000, il est cependant avéré qu'entre le 07 novembre 2000 date de son second recours gracieux et le 04 octobre 2001 date de réception de son recours en annulation par la Cour, il s'est écoulé un délai de onze mois environ ; que dans ces conditions son recours en annulation est en tout état de cause tardif et par conséquent irrecevable ;



Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le recours en annulation de l'arrêté n°2/403/DEP-ATL/SG/SA du 25 mai 1999 introduit par monsieur ALI ALLABI Rafiou le 04 octobre 2001 est irrecevable ;

Article 2 : Les frais sont mis à la charge du requérant ;

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Monsieur **Jérôme O. ASSOGBA**, Conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Madame **Eliane R. G. PADONOU** }

Et {

Monsieur **Etienne FIFATIN** }

CONSEILLERS.

[Handwritten signatures]

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-cinq juin deux mille quatorze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime G. MADODE,

MINISTERE PUBLIC ;

Françoise TCHIBOZO-QUENUM, officier de justice

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier.

Jérôme O. ASSOGBA

Françoise TCHIBOZO-QUENUM

85 = 10.000

Enregistré à Cotonou le 16/07/14
N° 19 Case 2942
Six mille francs
Ministère de l'Économie



[Signature]

**Eric M. M.
AKAKPO-DJIGOUNTRY**